



Mission régionale d'autorité environnementale

Ile de France

**Décision délibérée de dispense d'évaluation environnementale
de la modification n°1 du plan local d'urbanisme de Crisenoy (77)
après examen au cas par cas**

n°MRAe IDF-2021-6454

Après en avoir délibéré, la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 400420 en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020, du 11 mars 2021, et du 15 juin 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable d'une part et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1^{er} décembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Crisenoy en vigueur ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification n°1 du PLU de Crisenoy, reçue complète le 21 juin 2021 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France;

Sur le rapport de Noël Jouteur, coordonnateur ;

Considérant que la modification n°1 du PLU de Crisenoy telle que présentée dans la demande d'examen au cas par cas, et dont les principales caractéristiques sont consultables sur le site internet de la MRAe, a pour objet principal de permettre l'ouverture à l'urbanisation d'un terrain de 3 100 m², situé sur la frange est du village, et classé en zone à urbaniser AUa dans le document d'urbanisme communal en vigueur, pour la réalisation de 4 logements ;

Considérant que la modification n°1 du PLU de Crisenoy a également pour objet d'apporter des adaptations au règlement écrit et graphique du document d'urbanisme communal visant notamment à :

- reclasser respectivement en zones à urbaniser 1AU et 2AU les secteurs de la commune classés en zones à urbaniser AUa et AUb dans le PLU en vigueur, et définir le règlement de la zone à urbaniser 1AU nouvellement créée ;
- harmoniser la largeur de protection des rus localisés sur le territoire communal, et introduire une règle d'inconstructibilité au sein de cette dernière ;
- préciser la délimitation des zones humides avérées et potentielles ;
- imposer un coefficient végétal en pleine terre afin de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'infiltration des eaux pluviales ;

Considérant que le terrain ouvert à l'urbanisation et classé à cette fin en zone 1AU par la modification n°1 du PLU de Crisenoy figure à l'inventaire de la base de données des anciens sites industriels et activités de service (Basias) et était occupé par un établissement relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), qu'il est par conséquent susceptible d'être pollué, mais que l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) prévue par la modification du PLU subordonne les opérations d'aménagement sur cette friche industrielle à la réalisation préalable d'une analyse de l'éventuelle pollution des sols, et le cas échéant à une dépollution de ceux-ci afin que le site soit compatible avec l'habitation ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification n°1 du PLU de Crisenoy n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1er :

La modification N°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Crisenoy n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Crisenoy peut être soumise par ailleurs.

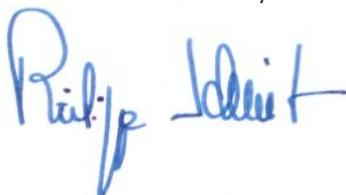
Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU de Cri-senoy est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 12 août 2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Philippe Schmit', is written over a light blue circular stamp.

Philippe Schmit

Voies et délais de recours :

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut pas faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

Où adresser votre recours gracieux ?

Monsieur le président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à l'adresse électronique suivante : ae-urba.scdd.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr et/ou à l'adresse postale suivante :

DRIEAT d'Île-de-France
Service connaissance et développement durable
Département évaluation environnementale
12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

Où adresser votre recours contentieux ?

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).